



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
24 août 2011
Français
Original: anglais

Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption

Deuxième réunion

Vienne, 22-24 août 2011

Projet de rapport*

I. Introduction

1. Dans sa résolution 3/2, la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption a décidé, conformément au paragraphe 7 de l'article 63 de la Convention et au paragraphe 2 de l'article 2 de son règlement intérieur, de constituer un groupe de travail intergouvernemental provisoire à composition non limitée chargé de la conseiller et de l'aider à mettre en œuvre son mandat en matière de prévention de la corruption.
2. Dans la même résolution, la Conférence a également décidé que le Groupe de travail s'acquitterait des fonctions suivantes:
 - a) L'aider à élaborer et à accumuler des connaissances dans le domaine de la prévention de la corruption;
 - b) Faciliter l'échange d'informations et d'expériences entre les États sur les mesures préventives et les pratiques en la matière;
 - c) Faciliter la collecte, la diffusion et la promotion des meilleures pratiques de prévention de la corruption; et
 - d) L'aider à encourager la coopération entre toutes les parties prenantes et tous les secteurs de la société pour prévenir la corruption.
3. Toujours dans la même résolution, la Conférence a décidé en outre que le Groupe de travail se réunirait pendant ses sessions et, le cas échéant, tiendrait au moins deux réunions intersessions avant la quatrième session de la Conférence pour mener à bien la tâche qui lui avait été confiée, dans la limite des ressources existantes. Elle a aussi décidé que le Groupe de travail lui soumettrait des rapports sur ses activités.

* L'original du présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



4. À sa première réunion, en décembre 2010, le Groupe de travail a recommandé que sa deuxième réunion mette l'accent sur les bonnes pratiques et les initiatives dans le domaine de la prévention de la corruption:

- i) Politiques et pratiques en matière de sensibilisation eu égard en particulier aux articles 5, 7, 12 et 13 de la Convention des Nations Unies contre la corruption: débat thématique;
- ii) Secteur public et prévention de la corruption; codes de conduite (article 8 de la Convention) et information du public (article 10 de la Convention): débat thématique.

5. Le Groupe de travail a également décidé que le secrétariat devrait poursuivre ses activités de collecte d'informations liées au chapitre II de la Convention, en se concentrant sur les bonnes pratiques et les initiatives à l'appui de la mise en œuvre de ce chapitre, comme établi par les États parties. Il devrait également continuer sa collecte d'informations sur les connaissances existantes au sein du système des Nations Unies et d'autres organisations compétentes en matière de prévention contre la corruption en prêtant attention aux particularités des stratégies et des politiques anticorruption dans les différents secteurs. L'objectif prioritaire de cette collecte d'informations est de faciliter la discussion sur des sujets précis lors des réunions du Groupe de travail afin d'aider les États parties à appliquer efficacement les articles de la Convention liés à la prévention de la corruption.

6. Le Groupe de travail a noté que la disponibilité des compétences voulues sur les questions spécifiques abordées lors de ses futures réunions favoriserait la discussion en la matière.

7. Le Groupe de travail a invité les États parties à mettre en commun leurs initiatives et bonnes pratiques en matière de prévention de la corruption, en particulier les pratiques liées aux thèmes qui seraient abordés lors de ses futures réunions, et à communiquer au secrétariat des informations à leur sujet.

8. Le Groupe de travail a demandé au secrétariat de lui faire rapport à sa deuxième réunion sur les activités entreprises conformément aux recommandations qu'il avait formulées à sa première réunion.

II. Organisation de la réunion

A. Ouverture de la réunion

9. Le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption a tenu sa deuxième réunion à Vienne, du 22 au 24 août 2011.

10. La réunion du Groupe de travail a été présidée par Dominika Krois (Pologne). Au début de la réunion, le Groupe de travail a observé une minute de silence à la mémoire de M. Ariel Walter González. Le représentant de l'Argentine a exprimé sa reconnaissance et rappelé la contribution importante et précieuse que M. González avait apportée aux travaux des organes intergouvernementaux des Nations Unies. De nombreux intervenants ont également reconnu et salué le travail accompli par l'ancien représentant de l'Argentine.

11. En ouvrant la réunion, la Présidente a rappelé l'importance qu'il y avait à appliquer les articles 5 à 14 de la Convention des Nations Unies contre la corruption pour prévenir et combattre ce phénomène. Elle a fait référence au paragraphe 2 de l'article 61 de la Convention, qui souligne qu'il est important de développer et de partager les meilleures pratiques de prévention de la corruption. Elle a aussi rappelé les recommandations formulées par le Groupe de travail à sa première réunion, du 13 au 15 décembre 2010. Par ailleurs, elle a invité les participants à saisir l'occasion pour examiner les mesures supplémentaires qui pourraient être prises pour permettre la pleine application de la résolution 3/2 et les autres moyens que le Groupe de travail pourrait mettre en œuvre pour conseiller la Conférence et l'aider à s'acquitter de ses mandats dans le domaine de la prévention de la corruption, en particulier dans le cadre des préparatifs de l'examen de l'application du chapitre II de la Convention, lors du prochain cycle d'examen qui devait débiter en 2015.

12. Le Directeur de la Division des traités a donné un aperçu de la documentation que le Secrétariat avait établie pour faciliter les délibérations du Groupe. Il a indiqué que les deux rapports intitulés respectivement "Bonnes pratiques et initiatives relatives à la prévention de la corruption: politiques et pratiques en matière de sensibilisation eu égard en particulier aux articles 5, 7, 12 et 13 de la Convention des Nations Unies contre la corruption" (CAC/COSP/WG.4/2011/2) et "Bonnes pratiques et initiatives aux fins de la prévention de la corruption: Secteur public et prévention de la corruption; codes de conduite (article 8 de la Convention) et information du public (article 10 de la Convention)" (CAC/COSP/WG.4/2011/3) avaient été établis sur la base des informations communiquées par les États Membres pour donner suite à la demande du Secrétariat d'obtenir des informations sur les initiatives et bonnes pratiques en matière de prévention de la corruption. Il a ajouté que les deux rapports intégraient les informations reçues au 27 mai 2011 de 28 États Membres et que les réponses reçues après cette date avaient été affichées sur le site Internet de l'UNODC, avec les réponses reçues antérieurement. Il a annoncé que le Groupe de travail serait aussi informé des progrès réalisés en relation avec l'application des autres recommandations qu'il avait formulées à sa première réunion.

13. La Présidente a donné la parole aux participants, invités à faire des observations générales. La Ministre de la transparence institutionnelle et de la lutte contre la corruption de l'État plurinational de Bolivie a fait une déclaration dans laquelle elle a rappelé les difficultés rencontrées par son pays dans la lutte contre la corruption. Elle a indiqué les domaines prioritaires fixés en matière de prévention de la corruption: participation citoyenne et engagement social; transparence et accès à l'information; création d'unités de transparence dans toutes les institutions publiques; et tenue d'ateliers pour la diffusion d'informations sur la corruption. Elle a aussi souligné l'importance des mécanismes de coordination institutionnelle, y compris ceux qui impliquaient des groupes autochtones. Elle a rappelé qu'avec l'aide de l'UNODC, le Gouvernement s'était rendu dans plus de 200 municipalités boliviennes pour appuyer la création de comités de lutte contre la corruption, ainsi que les activités de sensibilisation du public. Elle a évoqué un concours national du meilleur exemple de bureaucratie, qui visait à appeler l'attention sur les obstacles d'ordre bureaucratique. Elle a décrit un projet pilote prévoyant la prestation de serment annuelle en public des fonctionnaires en tant que mesure de prévention contre la corruption.

14. La Vice-présidente chargée des questions de transparence de la République de l'Équateur a fait une déclaration concernant les mécanismes institutionnels et les mesures prises récemment par son pays pour prévenir et combattre la corruption. Elle a mis l'accent sur la structure juridique mise en place pour assurer la transparence, combattre le blanchiment d'argent et renforcer l'intégrité publique. Elle a noté que son pays s'était récemment attaché à élaborer un plan national de lutte contre la corruption prévoyant la création d'un organe directeur national pour faciliter la participation des citoyens à la prévention de la corruption. Elle a souligné qu'il fallait encourager un degré élevé de professionnalisme en instaurant un code de déontologie et des mécanismes de déclaration des revenus, afin de développer une nouvelle culture de l'éthique et de la responsabilité professionnelle. Elle a mentionné les projets de loi qui étaient en cours d'examen concernant les conflits d'intérêts, l'enrichissement illicite et les normes d'audit, y compris celles relatives aux marchés publics. Le Ministre de la transparence de la République de l'Équateur a souligné qu'il fallait promouvoir la transparence et l'efficacité dans la gestion publique et la volonté de s'attaquer aux causes profondes de la corruption. Le renforcement de la participation du public était une obligation constitutionnelle pour tous les organismes publics équatoriens. La coordination entre les différentes fonctions, notamment législative, judiciaire, électorale et exécutive, était essentielle pour lutter contre la corruption. La République de l'Équateur s'attachait aussi à instaurer des procédures transparentes dans le secteur privé. Au terme d'une consultation publique, l'Assemblée nationale équatorienne prendrait les mesures nécessaires pour incriminer l'enrichissement illicite.

B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

15. Le 22 août, le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Questions d'organisation:
 - a) Ouverture de la réunion;
 - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Application de la résolution 3/2 de la Conférence des États parties intitulée "Mesures préventives" et des recommandations formulées par le Groupe de travail à sa première réunion:
 - a) Bonnes pratiques et initiatives dans le domaine de la prévention de la corruption:
 - i) Politiques et pratiques en matière de sensibilisation eu égard en particulier aux articles 5, 7, 12 et 13 de la Convention des Nations Unies contre la corruption: débat thématique;
 - ii) Secteur public et prévention de la corruption; codes de conduite (article 8 de la Convention) et information du public (article 10 de la Convention): débat thématique;
 - b) Autres recommandations.
3. Priorités futures.
4. Adoption du rapport.

C. Participation

16. Les États parties à la Convention suivants étaient représentés à la réunion du Groupe de travail: Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Brunéi Darussalam, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Cuba, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Liban, Malaisie, Maroc, Mexique, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République de Serbie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam et Zimbabwe.

17. L'Union européenne, organisation régionale d'intégration économique partie à la Convention, était représentée à la réunion.

18. Les États signataires de la Convention suivants étaient représentés par des observateurs: Allemagne, Arabie saoudite, Irlande, Japon, République tchèque et Soudan.

19. L'État observateur suivant était également représenté: Oman.

20. La Palestine, entité ayant une mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des Nations Unies, était également représentée par un observateur.

21. Les services du secrétariat, les organes, fonds et programmes des Nations Unies, les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les institutions spécialisées et les autres organismes du système des Nations Unies suivants étaient représentés par des observateurs: Département des opérations de maintien de la paix, Bureau des services de contrôle interne, Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, Bureau de la déontologie de l'ONU, Pacte mondial, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme alimentaire mondial, Basel Institute on Governance, Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et Agence internationale de l'énergie atomique.

22. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs: Académie internationale de lutte contre la corruption, Conseil de l'Europe, Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation internationale de police criminelle, Organisation internationale pour les migrations, Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique et Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

23. L'Ordre souverain de Malte, entité ayant un bureau d'observateur permanent au Siège, était représenté.

III. Application de la résolution 3/2 de la Conférence des États Parties intitulée “Mesures préventives” et des recommandations formulées par le Groupe de travail à sa première réunion

A. Bonnes pratiques et initiatives dans le domaine de la prévention de la corruption:

i) Politiques et pratiques en matière de sensibilisation eu égard en particulier aux articles 5, 7, 12 et 13 de la Convention des Nations Unies contre la corruption: débat thématique

24. Le Groupe a commencé à examiner les informations figurant dans le document CAC/COSP/WG.4/2011/2, intitulé “Bonnes pratiques et initiatives relatives à la prévention de la corruption: politiques et pratiques en matière de sensibilisation eu égard en particulier aux articles 5, 7, 12 et 13 de la Convention des Nations Unies contre la corruption”, qui a été présenté par un représentant du Secrétariat. Ce document, qui donne un aperçu des initiatives et des pratiques en matière de sensibilisation signalées par les États Membres et les organisations concernées, a pour objet de faciliter et d’orienter les discussions du Groupe de travail au titre des quatre domaines thématiques définis à sa dernière session.

25. La Présidente a donné la parole aux participants, invités à faire des observations au sujet de l’article 5. Le Groupe de travail a remercié l’UNODC pour le travail fourni et la documentation établie à son intention. Plusieurs orateurs ont évoqué les efforts fournis par leur pays pour établir des politiques et des pratiques de prévention de la corruption. Des orateurs ont fait état de l’adoption de mesures législatives visant à prévenir la corruption et de stratégies nationales visant à mettre en œuvre un ensemble complet de mesures de prévention. Plusieurs orateurs ont souligné les efforts accomplis et les bonnes pratiques en matière de promotion de l’intégrité et de la transparence dans l’administration publique, la passation de marchés publics et les mécanismes de dénonciation de la corruption. On a souligné les avantages d’un système de passation de marchés en ligne, qui constituait un moyen efficace de prévenir la corruption. La participation et la sensibilisation du public étaient indispensables à la réussite des efforts de prévention de la corruption.

26. Il a été dit qu’il fallait lire l’article 5 en relation avec d’autres parties de la Convention, en particulier les chapitres III et IV. Des orateurs ont souligné qu’il fallait continuer à fournir, par l’intermédiaire du Secrétariat, des informations concernant les bonnes pratiques, les initiatives législatives et les autres mesures visant à prévenir la corruption qui pouvaient être partagées avec le Groupe. Le souhait a été émis de consacrer plus de temps à des discussions approfondies afin d’identifier des mesures pratiques et concrètes pour encourager l’application du chapitre sur la prévention de la Convention.

27. On a mis l’accent sur l’importance d’une approche systématique de la prévention de la corruption et sur la nécessité d’éviter les approches ponctuelles. Dans certains pays, une législation complète sur la prévention de la corruption avait permis de concentrer les efforts et de formuler une approche stratégique ambitieuse en la matière. En outre, on a noté que les indicateurs mis au point et appliqués par

certaines pays pour mesurer les progrès réalisés à l'échelle nationale en matière de prévention de la corruption s'étaient révélés utiles.

28. Plusieurs orateurs ont souligné qu'il importait de proposer des programmes complets de formation en matière de prévention de la corruption aux employés du secteur public et aux fonctionnaires, ainsi qu'aux magistrats et aux procureurs. Un certain nombre d'entre eux ont souligné la nécessité de cibler certains programmes pour les cadres et fonctionnaires de rang supérieur qui occupaient des postes particulièrement exposés à la corruption. Dans certains cas, les mécanismes institutionnels prévoyaient de nommer des points focaux pour la corruption dans les institutions publiques, qui servaient d'interlocuteurs aux fonctionnaires pour les questions de prévention de la corruption. Il a été dit qu'il importait d'impliquer les citoyens et les organisations non gouvernementales dans les efforts visant à prévenir et à combattre la corruption. On a noté que l'utilisation de permanences téléphoniques pour signaler les cas de corruption constituait un exemple de bonne pratique. Plusieurs orateurs ont déclaré qu'il fallait mettre l'accent sur l'intégrité, la transparence, les politiques de recrutement et de promotion basées sur le mérite et la conduite professionnelle pour prévenir la corruption dans le secteur public.

29. Plusieurs orateurs ont noté qu'il fallait instaurer des codes de déontologie et d'éthique. Pour encourager la responsabilité professionnelle et une conduite éthique, il fallait définir des règles claires visant à prévenir les conflits d'intérêt. On a mentionné la création de portails publics pour faciliter l'accès aux informations du public et de la société civile et promouvoir la transparence. Il a été noté que la disponibilité des informations était un moyen d'améliorer et de renforcer les efforts de prévention de la corruption. Dans certains pays, des groupes de travail impliquant des membres du public avaient contribué à l'élaboration de politiques et de pratiques en matière de prévention de la corruption. Plusieurs orateurs ont souligné qu'il fallait mettre l'accent sur l'éducation des jeunes pour prévenir la corruption et faciliter les échanges entre le gouvernement et la société.

30. Pour ce qui est de la prévention des conflits d'intérêt, plusieurs orateurs ont appelé l'attention en particulier sur les restrictions qui s'appliquaient au recrutement d'anciens agents publics à des postes dans le secteur privé, surtout lorsque ceux-ci avaient exercé des fonctions en relation avec la passation de marchés publics. De manière plus générale, des orateurs ont souligné l'importance d'accumuler des connaissances concernant la prévention et la détection des conflits d'intérêt et suggéré que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Groupe de travail, afin qu'elle puisse être examinée plus avant.

31. On a mentionné les avantages que l'on pouvait tirer de la tenue d'ateliers régionaux visant à partager les bonnes pratiques en matière de prévention de la corruption, les codes de conduite, les méthodes d'évaluation des institutions publiques et d'autres aspects liés à la prévention. Ainsi, la Formation européenne à la lutte anticorruption servirait de plate-forme aux institutions de lutte contre la corruption, aux services de détection et de répression et autres autorités des pays européens pour échanger leurs données d'expérience et leurs bonnes pratiques, qui seraient réunies dans un manuel. En outre, il a été noté que la coopération et le partage d'informations entre les secteurs public et privé faisaient partie intégrante de la prévention de la corruption. Certains orateurs ont mis en exergue le rôle que pouvaient jouer les chambres de commerce dans l'introduction des bonnes pratiques

dans le secteur privé. On a aussi souligné que les secteurs public et privé devaient collaborer dans l'application des mesures douanières pour prévenir la corruption.

32. Certains orateurs ont noté l'importance de la coordination entre les institutions politiques et de la participation des médias aux efforts de prévention de la corruption. Il a été souligné en outre que des mesures de prévention devraient être mises en œuvre au plus haut niveau du gouvernement et de la fonction publique. Il peut notamment s'agir d'inclure dans le principal instrument juridique d'un pays des dispositions sur la déclaration de patrimoine et l'intégrité.

33. Il a été dit que la Convention demandait que des mesures spécifiques soient prises pour renforcer la fonction publique en termes d'intégrité, de professionnalisme et de sensibilisation. Certains intervenants ont noté l'utilité d'exiger que les fonctionnaires signent des accords ou des déclarations de déontologie sur la responsabilité professionnelle à titre préventif. Des orateurs ont également souligné qu'il importait d'établir des structures juridiques et institutionnelles pour prévenir et combattre la corruption, notamment des services anticorruption et des organismes de coordination gouvernementale, et d'élaborer des plans de lutte contre la corruption pour faire face aux difficultés et prévenir la corruption dans l'ensemble du système.

34. Un représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a donné un aperçu des travaux de cette organisation dans le domaine du développement des capacités des services nationaux de lutte contre la corruption et présenté une méthode d'évaluation des capacités institutionnelles en relation avec les articles 5, 6 et 36 de la Convention. Une des difficultés rencontrées par les services de lutte contre la corruption était le manque de coordination entre les autorités nationales, dont les mandats en la matière étaient fragmentés, ce qui nuisait à leur capacité de mettre en œuvre efficacement les stratégies et plans d'action anticorruption. Afin de fournir des orientations à ces services, le PNUD a récemment organisé à Bratislava un important atelier de validation pour examiner la méthodologie d'évaluation des performances en modules, et annoncé qu'il comptait terminer le guide sur l'évaluation pour le présenter et le distribuer à la quatrième session de la Conférence des États Parties à Marrakech.

35. Un représentant du Département des affaires économiques et sociales (DAES) du Secrétariat de l'ONU a insisté sur le lien existant entre la corruption et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, soulignant l'importance de l'engagement citoyen dans le renforcement de la responsabilisation et l'élimination de la corruption. Il a présenté l'approche en cinq points retenue par le DAES pour obtenir cet engagement citoyen et souligné les éléments de la Convention (articles 7 à 10) sur lesquels se fondait cette approche. Il a rappelé les événements récents en rapport avec plusieurs sujets intéressant la prévention de la corruption et annoncé qu'un atelier de renforcement des capacités destiné aux États Membres se tiendrait à Marrakech les 26 et 27 octobre 2011 en marge de la quatrième session de la Conférence des États Parties à la Convention.

36. Le représentant du DAES a noté en outre que son département participait à la présentation du prix Champion du service public, qui vise à mettre en évidence les mesures novatrices prises dans le domaine de la gouvernance, récompenser l'excellence dans la fonction publique, rehausser l'image et le prestige de la fonction publique, renforcer le professionnalisme, donner confiance dans les

administrations publiques et mettre en commun les pratiques concluantes. Il a remercié l'UNODC d'avoir aidé à sélectionner les candidats au prix dans la catégorie "Promouvoir la prévention et lutter contre la corruption dans la fonction publique", célébrée pour la première fois en 2011. L'attention des États Membres a également été appelée sur la possibilité de présenter des candidatures pour la prochaine édition, qui se tiendra en 2012.

37. On a souligné les avantages du recours aux technologies de l'information pour promouvoir l'information et la sensibilisation du public, et la diffusion d'informations et de ressources pertinentes au moyen de sites Web accessibles au grand public. Il a été souligné en outre que la communication par Internet pouvait être un instrument utile pour mobiliser des organisations du service public dans la prévention de la corruption. Certains intervenants ont noté qu'il serait bon de publier largement les lois examinées, notamment par Internet et sur les réseaux sociaux.

38. Il a été souligné en outre que la collecte et la diffusion d'informations sur la prévention de la corruption pouvaient être utiles au mécanisme d'examen de l'application de la Convention et aux préparatifs des États parties en vue de l'examen des articles de la Convention concernant la prévention. Les États ont été encouragés à établir dès que possible leurs rapports au moyen de la liste de contrôle pour l'auto-évaluation conçue pour le mécanisme d'examen. Il a été noté en outre que les difficultés rencontrées dans les activités de prévention, les enseignements tirés de ces activités et l'échange de bonnes pratiques seraient utiles aux débats et délibérations du Groupe de travail.

39. Les orateurs ont, de manière générale, souligné qu'il était essentiel d'établir et de renforcer les partenariats public-privé et de chercher à impliquer le secteur privé dans les activités de prévention de la corruption. Dans ce contexte, on a dit que pour pouvoir appliquer de manière efficace la Convention et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, il fallait sensibiliser les milieux des affaires et faire prendre conscience aux entreprises de leur responsabilité en matière de prévention de la corruption. Il a aussi été noté que ces efforts s'inscrivaient dans le cadre du Plan d'action du G-20 approuvé à Séoul. Par ailleurs, certains orateurs ont estimé qu'il fallait assurer un meilleur équilibre entre les initiatives des secteurs public et privé et suggéré d'accorder une attention accrue à la collaboration avec le secteur privé.

40. La passation de marchés publics était un domaine qui intéressait particulièrement les orateurs. Des orateurs ont souligné qu'il importait d'assurer que les mécanismes de passation soient transparents et objectifs et d'instaurer des règles visant à assurer l'équité et la neutralité du processus. Il a été noté qu'il fallait pour cela notamment renforcer les mécanismes juridiques et réglementaires qui régissaient les contacts entre les secteurs public et privé dans le cadre du processus de passation. Certains orateurs ont souligné qu'il importait d'éviter les conflits d'intérêt et proposé que l'on prévoie l'obligation, pour les fonctionnaires et les représentants du secteur privé, de déclarer leurs relations d'affaires et autres relations.

41. Des orateurs ont signalé que des mesures avaient été prises pour rationaliser les structures de réglementation et de surveillance du secteur privé, notamment l'adoption de législations prévoyant la responsabilité administrative, civile et pénale

des personnes morales, l'instauration de modèles de réglementation volontaire et de contrôles efficaces du respect de ces modèles, ainsi que l'élimination des obstacles administratifs et la simplification des procédures d'autorisation, en vue de limiter les possibilités de corruption.

42. Pour ce qui est des codes de conduite en tant que forme de réglementation volontaire, on a noté que si les principes qu'ils contenaient étaient utiles, de tels codes n'étaient généralement pas contraignants. Un moyen de renforcer ces codes consistait à adopter une législation sur l'audit et la surveillance, qui encouragerait une approche plus responsable du secteur privé en matière d'activités commerciales et de conduite professionnelle. On a suggéré d'instaurer des normes de comptabilité et d'audit et d'ajouter de nouveaux articles au code pénal, conformément à l'article 12 de la Convention. Il a aussi été noté que des mesures pouvaient être prises dans le secteur public pour encourager le secteur privé à appliquer des règles et procédures internes visant à renforcer la responsabilité financière et commerciale des entreprises. Pour appuyer ces efforts, on a souligné l'importance d'une législation efficace sur l'évasion fiscale.

43. S'agissant des mesures visant à inciter les entreprises à respecter ces principes, certains orateurs ont signalé des initiatives consistant à établir une "liste blanche" des entreprises qui avaient prouvé qu'elles respectaient les principes d'intégrité, de responsabilité et d'observation des normes éthiques. Cette liste était établie à partir des informations communiquées dans un questionnaire ciblé élaboré pour évaluer les niveaux d'intégrité des entreprises. De nombreux orateurs ont fait référence à la pratique inverse consistant à établir la liste noire des entreprises qui s'étaient livrées à des activités de corruption par le passé et auxquelles, dans certains cas, il était interdit de participer aux procédures d'appel d'offres.

44. Pour ce qui est des déclarations d'avoirs, il a été noté qu'il s'agissait d'une question particulièrement complexe, compte tenu en particulier de l'étendue des déclarations et de l'extension possible de l'obligation de déclarer ses avoirs aux membres de la famille et aux agents publics occupant des postes particulièrement exposés. Il a aussi été noté qu'une "analyse du train de vie" pouvait appuyer les efforts visant à s'assurer de l'intégrité des candidats désireux d'assumer une charge publique.

45. Certains orateurs ont fait des observations sur l'utilité des portails en ligne qui centralisaient les connaissances en matière de lutte contre la corruption concernant les questions intéressant les milieux des affaires. Une initiative de ce type baptisée "Business Anti-Corruption Portal" fournissait des informations et des directives aux entreprises intéressées concernant la manière de faire des affaires sur différents marchés sans avoir recours à la corruption. Ce portail réunissait et analysait des informations par pays provenant de sources librement accessibles et fournissait aux entreprises les éléments nécessaires pour procéder à une évaluation des risques, ainsi que des recommandations en matière de diligence raisonnable pour aborder les marchés concernés.

46. Une représentante du Bureau du Pacte mondial a donné un aperçu des activités du Bureau et de la manière dont il collaborait avec le secteur privé pour prévenir et combattre la corruption. Elle a noté que, depuis son lancement en 2000, le Pacte mondial avait attiré plus de 8 000 entreprises participantes et autres parties prenantes réparties dans plus de 130 pays, y compris des petites et moyennes

entreprises et des entreprises multinationales, et que des réseaux locaux existaient ou étaient en cours de création dans plus de 90 pays. Elle a aussi donné un aperçu des outils et ressources mis au point par le Pacte mondial pour les entreprises, ainsi que des dernières initiatives réalisées en collaboration avec divers partenaires. Par ailleurs, un outil de formation en ligne développé conjointement par le Pacte mondial et l'UNODC, à l'intention du secteur privé, a été présenté au Groupe de travail. Cet outil est disponible en ligne gratuitement pour les parties intéressées.

47. Plusieurs orateurs ont souligné l'importance des communautés de personnes et de la société civile dans la prévention de la corruption. Certains ont fait état de diverses approches suivies dans leur pays pour assurer que ces communautés étaient impliquées au niveau de l'élaboration de politiques et mobilisées pour exercer une surveillance à l'échelle locale et lutter contre les activités de corruption.

48. On a dit que des projets scolaires visant à impliquer les jeunes dans la lutte contre la corruption avaient fait leurs preuves en termes d'éducation publique, amélioré le fonctionnement des établissements scolaires et encouragé les élèves à participer activement à l'entretien et à la gestion des locaux, de manière à encourager la responsabilité citoyenne, l'intégrité, la responsabilité et le respect de la transparence. Plusieurs orateurs ont signalé que des programmes éducatifs généraux à l'intention des jeunes étaient également en cours d'élaboration et seraient incorporés aux programmes ordinaires. Certains orateurs ont indiqué que ces efforts visaient à former une culture d'intolérance à la corruption, en collaboration avec le secteur privé et les médias.

49. On a aussi dit que l'instauration de mécanismes de surveillance sociale visant à assurer que les dépenses publiques se faisaient de manière responsable et en tenant pleinement compte de l'intérêt public, avait été efficace dans certains contextes. Certains orateurs ont noté que des mécanismes publics de contrôle du financement avaient été mis en place pour que le public puisse participer directement au contrôle des dépenses publiques.

50. Certains orateurs ont souligné que la pleine participation du public, notamment des populations autochtones, des minorités et des groupes religieux, faisait partie intégrante de la prévention de la corruption. On a noté que le service public et le citoyen avaient l'un envers l'autre la responsabilité de promouvoir l'échange libre d'informations et une communication active au niveau local. Dans ce contexte, certains orateurs ont signalé la création de mécanismes destinés à mobiliser le grand public aux niveaux communautaire et régional afin d'encourager sa participation à la lutte contre la corruption. Il a été noté qu'à cet égard, dans de nombreux contextes, il s'était avéré utile de considérer les citoyens comme des alliés.

51. S'agissant de la sensibilisation du secteur public, il a été signalé que des efforts avaient été faits pour élaborer un "manifeste" de la lutte contre la corruption, en vue de passer de la codification et des principes éthiques à une culture professionnelle d'opposition généralisée à la corruption à tous les niveaux du service public.

52. Le rôle des médias et d'Internet dans la diffusion d'informations sur la corruption a été souligné par de nombreux orateurs. À cet égard, il a été noté que l'utilisation des médias pour faire état des faits de corruption jugés par les tribunaux et de l'issue des procès avait été utile dans le cadre des efforts de sensibilisation menés au niveau national.

53. Un représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a fait un exposé sur les aspects de la prévention de la corruption ayant trait aux droits de l'homme. Il a été souligné que les considérations relatives aux droits de l'homme étaient d'importants éléments de la prévention de la corruption et que l'application des articles de la Convention liés à la prévention pourraient se faire efficacement par l'application de principes et de normes relatives aux droits de l'homme. Il a été noté en outre qu'en ce qui concerne les mesures de prévention de la corruption, tant le secteur public que le secteur privé avaient le devoir de garantir les droits de l'homme, de protéger contre les abus et d'agir avec la diligence voulue pour éviter de porter atteinte aux droits d'autrui.

54. Un représentant de l'Académie internationale de lutte contre la corruption a fait le point des progrès accomplis dans la mise en fonctionnement institutionnelle et académique de l'Académie, créée en tant qu'organisation internationale à part entière en mars 2011. Un calendrier informel distribué au Groupe de travail indiquait que la première assemblée plénière des parties était prévue à l'automne 2012, en même temps que le lancement du programme d'études de l'Académie. Celui-ci devrait comprendre des formations et des possibilités de recherche standard et à la carte, des cours interdisciplinaires de lutte contre la corruption et des programmes sanctionnés par un diplôme de maîtrise. Le premier cours de maîtrise, qui sera proposé pour la première fois à l'automne 2012, consistera en une formation en modules, à temps partiel, assurée à l'Académie et hors site.

55. Une représentante de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a fait le point des activités menées pour aider la société civile à participer aux activités de lutte contre la corruption. Elle a donné un aperçu des activités de formation et de renforcement des capacités en matière de prévention de la corruption menées par l'OSCE pour la société civile et le secteur privé. Les principaux résultats d'une table ronde tenue récemment sur la participation de la société à la prévention de la corruption ont été présentés au Groupe de travail. Les participants se sont notamment engagés à prévoir un espace permettant à la société civile de surveiller et signaler les cas de corruption sans crainte de représailles; à établir un cadre juridique et institutionnel adéquat permettant à la société civile de fonctionner sans entrave; à fournir des garanties juridiques et une protection aux journalistes signalant des cas de corruption et à créer un environnement propice au renforcement du rôle des médias dans la diffusion d'informations sur la lutte contre la corruption et de connaissances en la matière.

56. Un représentant de la Section de la sensibilisation de l'UNODC a fait une présentation sur la collaboration de l'UNODC avec la société civile en matière de lutte contre la corruption. La Coalition de la société civile pour la Convention des Nations Unies contre la corruption, réseau mondial d'organisations gouvernementales de toutes origines géographiques actives dans le domaine de la lutte contre la corruption, a été saluée comme le partenaire principal de l'UNODC au sein de la société civile en matière de lutte contre la corruption. L'UNODC a rendu compte des activités de formation récentes organisées pour les organisations de la société civile. Un bref aperçu des campagnes de sensibilisation concernant la lutte contre la corruption menées par l'UNODC en collaboration avec le PNUD et d'autres parties prenantes a insisté sur l'importance de la planification, de l'éducation du grand public et de la communication.

VI. Adoption du rapport

57. Le 24 août 2011, le Groupe de travail a adopté le rapport sur les travaux de sa deuxième réunion (CAC/COSP/WG.4/2011/L.1 et Add.1).
